

Veille sur la diversité, l'égalité professionnelle et la lutte contre les discriminations dans les procédures de gestion des ressources humaines

N°115 – Décembre 2024

Mon administration s'engage pour
la diversité et l'égalité



VEILLE SUR LA DIVERSITE, L'EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES ET LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS DANS LES PROCEDURES DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Vous trouverez ci-dessous un produit de veille mensuel sur la diversité, l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et la lutte contre les discriminations dans les procédures de gestion des ressources humaines, réalisé par le CRDM à la demande de la DRH. Destinée aux agents du réseau des référents diversité, cette veille est également à la disposition de tous.

Ce produit récapitule l'actualité juridique et documentaire relative à ce thème. Les informations sont classées selon les 25 critères de discrimination et les thématiques des groupes de travail mis en place par le comité stratégique présidé par le secrétariat général des ministères chargés des affaires sociales, le 16 janvier 2012.

Si un critère ou une thématique ne figure pas dans ce document, cela signifie qu'aucune information ou documentation n'a été publiée sur le sujet dans le mois écoulé. Pour chaque critère ou thématique, les informations sont classées par ordre chronologique décroissant et selon leur typologie (juridique en premier, documentaire ensuite).

Si vous souhaitez recevoir cette veille, n'hésitez pas à nous contacter : dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr

SOMMAIRE

[Zoom sur...](#)

[Discriminations - généralités](#)

[Origine](#)

[Religion](#)

[Sexe](#)

[Précarité sociale](#)

[Handicap](#)

[Age](#)

[Essaimage des bonnes pratiques au sein du ministère](#)

Zoom sur...

L'EQUIPE DU CRDM VOUS SOUHAITE UNE BONNE ANNEE 2025

- **17e Baromètre des discriminations dans l'emploi : focus sur les seniors**, Défenseur des droits et Organisation internationale du travail (OIT), 10/12/2024,
Le 4 décembre 2024, le Défenseur des droits, en partenariat avec le Bureau français de l'Organisation internationale du travail (OIT), a présenté le 17e Baromètre des discriminations dans l'emploi. Une édition dédiée aux discriminations vécues par les personnes de 50 ans et plus, un enjeu majeur dans le contexte actuel du vieillissement de la population active. Enquête - 17e baromètre sur la perception des discriminations dans l'emploi – 2024, à consulter [ici](#).

Discrimination - généralités

- **Sociologie des inégalités**, 2024, Olivire Galland / Yannick, Lemel, Armand Colin, 366 p, [QS 01 10.1 GAL]
[Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]
La question des inégalités (de classe, de statut économique, de genre, ethno raciales...), définies comme une différence d'accès à des biens sociaux jugée injustifiée, est au cœur de la sociologie. Ce manuel a pour ambition de proposer le bilan le plus complet possible des travaux et connaissances sociologiques sur le sujet, et d'ouvrir des pistes de réflexion sur le domaine : quelle est la genèse de la notion d'inégalité ? Pourquoi les inégalités se transmettent-elles et se reproduisent-elles ? Quels sont les rôles respectifs de la famille, du système éducatif, des pouvoirs publics ? Comment et dans quelle mesure l'État parvient-il à corriger les inégalités de départ entre les groupes sociaux ? L'ouvrage est illustré par de nombreux exemples internationaux et des figures originales. Des compléments sont disponibles dans la rubrique "ressources numériques". Ils permettent d'approfondir certains concepts présentés dans l'ouvrage et proposent plus de 500 références en grande partie internationales.

Origine

- **Racisme : la condamnation d'un policier pour le harcèlement "particulièrement grave" d'un collègue maghrébin confirmée**, AEF dépêche n° 722350, 04/12/2024 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]
La chambre criminelle de la Cour de cassation confirme le 26 novembre 2024 la condamnation à 15 mois d'emprisonnement avec sursis et 5 ans d'interdiction professionnelle d'un policier de la BAC de Nancy pour des faits de harcèlement répété de collègues et notamment d'un agent d'origine maghrébine. Ces faits, inscrits dans une "démarche répétée et assumée d'ostracisation", accompagnés de propos racistes, ont "altéré [la] santé" des victimes "dans des proportions élevées", à des niveaux "rarement atteints dans une administration d'État", selon l'arrêt d'appel approuvé sur ce point en cassation.
- **Les discriminations ne prennent pas de vacances : Un état des lieux dans l'hébergement de loisir**, Denis Anne, Sylvain Chareyron, Yannick L'Horty, novembre 2024, TEPP – Théorie et Evaluation des Politiques Publiques -CNRS.
Des testings portant sur la réservation d'hébergements touristiques mettent en évidence les discriminations ethno-raciales qui frappent les habitants de Seine-Saint-Denis. Initiée par le conseil départemental, la même étude pointe aussi les difficultés rencontrées par les élèves des collèges du 93 dans les lieux culturels.

- [Les descendants d'immigrés se disent autant discriminés que les immigrés](#), Le Monde 22/11/2024 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]

Pour les descendants d'extra-Européens, l'Insee souligne un « paradoxe de l'intégration »

La situation sociale des descendants d'immigrés est meilleure que celle de leurs parents. Cela est vrai quelles que soient leurs origines : leur niveau de vie est plus favorable, leurs conditions de logement aussi. En revanche, les descendants d'immigrés déclarent autant que les immigrés avoir été discriminés. C'est ce qui ressort d'une enquête de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), intitulée « France, portrait social. Edition 2024 » à consulter [ici](#) et Le sentiment de discrimination persiste à la deuxième génération, à consulter [ici](#)

Religion

- **Le port du voile diminue de 80 % les chances de décrocher un entretien pour un apprentissage (Ondes)**, AEF dépêche n° 722864, 12/12/2024 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]

Une étude menée par l'Observatoire national des discriminations et de l'égalité dans le supérieur révèle que le port du voile est associé à une forte pénalité dans l'accès à un contrat de travail en apprentissage, puisqu'il diminue de 80 % les chances d'obtenir une réponse positive à une candidature spontanée. L'effet est le même, que la candidate portant le voile soit supposée d'origine maghrébine ou française en raison de la consonance de leur nom et prénom. L'étude, présentée le 9 décembre 2024, montre ainsi que la pénalité liée à la religion doit être "strictement distinguée" de celle de l'origine.

- [Religion au travail - Baromètre du fait religieux en entreprise 2024](#), Institut Montaigne, 2024
Cette nouvelle édition du baromètre du fait religieux en entreprise, édité depuis 2013 et porté par l'Institut Montaigne depuis 2019, fait apparaître quelques éléments marquants. La présence de la religion dans les situations de travail se confirme et sept entreprises sur dix rencontrent des situations marquées par des actes, des comportements ou des demandes ayant une dimension religieuse. La part de répondants constatant des situations de stigmatisation ou de discrimination liée à la religion est de nouveau en hausse en 2024, après l'avoir déjà été en 2022.

Sexe

- [L'Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes, mode d'emploi : La place de la femme dans l'entreprise](#), Franck Petit, 2024.

14 thèmes pour faire le point sur la mise en place de l'égalité professionnelle entre femmes et hommes dans l'entreprise. Malgré la montée en puissance des femmes sur le marché du travail et leur niveau d'éducation élevé, les inégalités persistent. Les écarts de rémunération et les obstacles à l'avancement professionnel sont toujours présents. Quelles sont les règles en matière d'embauche ? Quelles sont les règles en matière d'égalité de rémunération et de déroulement de carrière ? En 14 thèmes, les auteurs vont présenter les grandes étapes de la politique d'égalité entre les hommes et les femmes en insistant sur les modalités de mise en œuvre des mesures (égalité salariale, égalité professionnelle...), les bénéfices et les limites. Points forts, L'ouvrage examine les questions en détail, offrant des conseils pratiques pour les employeurs, les employés, et d'autres acteurs afin de lutter contre les inégalités de genre en milieu professionnel. Il tient compte de la mise en place de l'Index égalité Femmes/Hommes qui doit être calculé et publié par toutes les entreprises d'au moins 50 salariés. Les auteurs présentent l'articulation entre les différents dispositifs et font le point sur les instruments juridiques mis au service des différents acteurs. Les auteurs font appel à des outils pédagogiques comme des tableaux, des schémas...

- **Violences faites aux femmes : ce qu'il faut retenir du nouveau plan gouvernemental**, Club Santé Social, 27/11/2024 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]
Possibilité de déposer plainte à l'hôpital, augmentation de l'aide universelle d'urgence, campagne sur la soumission chimique, etc. Annoncées lundi dernier, les nouvelles mesures gouvernementales entendent « renforcer » la lutte contre les violences faites aux femmes.

Précarité sociale

- **Pour sortir de la pauvreté, les "effets limités" d'une politique centrée sur l'emploi (avis du CNLE)**, AEF dépêche n° 722556, 09/12/2024 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]
Le CNLE (Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale) publie, mardi 3 décembre 2024, son avis sur le Plan budgétaire et structurel à moyen terme de la France pour 2025-2029 qui a été transmis à la Commission européenne le 31 octobre 2024. Le Conseil considère que les hypothèses macroéconomiques sont "trop optimistes que ce soit en termes de croissance ou d'emploi". En outre, le plan présenté "surestime les effets de la baisse du chômage sur la pauvreté". Le CNLE questionne, aussi, les modalités de calcul et le montant de la prime d'activité. Avis du CNLE [ici](#)
- **Le Rapport sur la pauvreté en France, édition 2024-2025**, Observatoire des inégalités [en commande, dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]
Le quatrième rapport sur la pauvreté de l'Observatoire des inégalités, basé sur les données Insee de 2022, est publié le 3 décembre 2024. Avec 5,1 millions de personnes pauvres en 2022 en France, le taux de pauvreté s'élève à 8,1 % de la population. Une personne pauvre sur deux a moins de 30 ans, et 63 % des pauvres vivent en ville. Les revenus des pauvres stagnent : sur 20 ans, leur niveau de vie médian a gagné seulement 60 euros, on compte 1,4 million de pauvres supplémentaires et le taux de pauvreté a augmenté de 1,5 point. L'Observatoire consacre un dossier spécial à la privation.
- **Droits sociaux : accès et effectivité**, Conseil Économique Social et Environnemental, CESE, novembre 2024
En France, il devient de plus en plus difficile d'accéder aux prestations sociales et de voir ses droits sociaux garantis", alerte le Conseil économique, social et environnemental (Cese), dans un avis adopté le 27 novembre 2024. Plusieurs obstacles entravent la mise en œuvre effective des droits sociaux, dont la complexité administrative, la dématérialisation des démarches, les horaires restreints des guichets ou encore un "transfert accru de responsabilité vers les citoyens" - le Cese considérant que "les politiques de solidarité ont laissé place à des politiques dites 'd'activation', qui exigent des bénéficiaires une attitude active, soumise à un contrôle strict, avec des sanctions par l'administration compétente en cas de non-respect de ces conditions". Est également pointée "une focalisation excessive sur la lutte contre le non-recours". Or, "en considérant trop largement ce phénomène comme imputable aux personnes, la lutte contre le non-recours, telle qu'elle est réalisée, ne réinterroge pas la façon dont sont conçus les droits"

Handicap

- **Au moins 4,6 millions de personnes sont en situation de handicap, relève la Drees**, Média social 25/11/2024
La Direction de la recherche des études de l'évaluation et des statistiques (DREES) publie une étude à partir du nouveau dispositif des enquêtes Autonomie. Elle apporte un éclairage sur le nombre de personnes en situation de handicap à domicile et détaille leurs limitations fonctionnelles et restrictions d'activité « Le handicap, différentes approches pour une notion complexe – Premiers résultats de l'enquête Autonomie 2022, Études et résultats, n° 1317 » à consulter [ici](#).

Age

- **Logements étudiants : un refus de location fondé sur l'âge est une pratique discriminatoire (Défenseur des droits)** AEF dépêche n° 722972, 11/12/2024 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]

Réserver le bénéfice de logements étudiants aux personnes de moins de 30 ans constitue une discrimination fondée sur l'âge, relève le Défenseur des droits dans une décision datée du 29 octobre dernier, à consulter [ici](#).

Essaimage des bonnes pratiques au sein du ministère

- **Référents handicap : au cœur de l'inclusion dans les ministères sociaux, [sur Paco](#) 10/12/2024**
Face aux enjeux d'accompagnement des agents en situation de handicap, les référents handicap jouent un rôle clé au sein des ministères sociaux. Isabelle PAUL PARVENU (DEETS Martinique), Élodie BOESPFLUG (Direction de la sécurité sociale) et Thierry LARTIGUE (Référént national), partagent leur quotidien et les défis de cette fonction essentielle symbolisée par la journée internationale des personnes handicapées du 3 décembre.

Vous pouvez adresser vos demandes de communication d'articles ou de prêts d'ouvrages ou revues :

- Si vous êtes sur le site Duquesne, directement au CRDM : dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr

Horaires d'ouverture du CRDM : du lundi au vendredi de 9h30 à 17h

- Si vous êtes sur un autre site d'administration centrale ou en région, à vos centres de documentation de proximité :
 - [Liste des centres de documentation en administration centrale et en régions](#)

Pour vous abonner à la veille :

- Contactez-nous : dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr



Secrétariat général
Direction des ressources humaines



Secrétariat général
Direction des finances,
des achats et des services